

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1901 - 21 juillet 1994 - 5 F

D 1901 GUATEMALA : VERS UNE "COMMISSION DE LA VÉRITÉ"

Les négociations de paix entre le gouvernement du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) sont entrées dans une phase décisive le 23 juin 1994, à Oslo, avec la signature d'un accord prévoyant une future "Commission de la vérité" sur les violations réciproques des droits de l'homme. Mais il faut au préalable un accord de cessez-le-feu définitif, puis un accord de paix en bonne et due forme. C'est dire que la situation est encore loin d'être réglée (cf. DIAL D 1889). Surtout si on se souvient que le premier accord entre les parties date du 30 mars 1990... (cf. DIAL D 1526).

Le document ci-dessous, extrait de **Envio** de mai 1994, aborde le problème de l'armée et d'une difficile réforme fiscale. Article signé Trish O'Kane.

Note DIAL

ANALYSE DE LA CONJONCTURE

Après une Semaine-Sainte sous le signe de la violence, avec l'assassinat du président de la Cour constitutionnelle, un calme tendu a régné dans le pays. Le président Ramiro de León Carpio n'a pas mis à exécution sa menace d'état d'exception, tout en n'écartant pas la possibilité d'y avoir recours dans les mois à venir.

En réplique à la violence de mars, De León a mis en oeuvre un nouveau "plan de sécurité", en lançant dans les rues une force conjointe de l'armée et de la police. Mais il n'y a pas eu de déploiement militaire à l'égal des autres fois. Les rues n'en ont pas moins été désertées les premiers soirs. La terreur a été tellement intériorisée dans la société guatémaltèque que la seule annonce d'une sortie de l'armée dans les rues suffit pour perturber la vie quotidienne.

Dans l'attente de l'ONU

Tous les pouvoirs et acteurs de la société creusent leurs tranchées avant l'arrivée de la mission de vérification des Nations unies, qui doit s'installer en juin ou juillet et qui restera au moins une année dans le pays. Le 25 avril une mission préliminaire des Nations unies est arrivée pour procéder, deux semaines durant, à une estimation des exigences financières et techniques pour le fonctionnement de la mission de vérification. Tout ce qui va se passer au Guatemala à partir de maintenant est lié à l'arrivée de cette mission, qui est un fait sans précédent et qui déconcerte les pouvoirs traditionnels et occultes dominant le pays.

Le processus de paix continue sur sa lancée et s'accélère sous le coup de la pression internationale. En avril et en début mai se sont tenus au Guatemala plusieurs forums publics avec la participation de membres d'organisations populaires, de militaires haut gradés et de membres de l'équipe de négociation du gouvernement. Lors de ces forums les représentants de l'armée se sont montrés plus disposés à accepter une commission d'enquête sur les crimes du passé. Le courant des forces armées qui donne la priorité à la "guerre politique" sur la guerre proprement dite soutient cette position.

Le mois d'avril s'est terminé sur un conflit sérieux entre le secteur privé et le président de la République De León. Celui-ci a envoyé au Congrès un projet de loi portant sur une réforme de la fiscalité. Mais les législateurs ne semblent guère décidés à l'approuver, bien qu'il s'agisse d'un projet timide. Les réformes fiscales au Guatemala, aussi limitées fussent-elles, ont historiquement provoqué de violentes réactions, y compris, sous la forme de coups d'État.

Les deux courants dans l'armée

Après de longues années de blocage d'un processus de paix destiné à mettre fin au conflit armé le plus long de l'Amérique latine, la surprise est grande devant la soudaine accélération des négociations et la rapidité des changements.

Une armée qui, voici deux mois, repoussait ouvertement tout contrôle international et toute création d'une commission de la vérité, la voici qui semble maintenant disposée à tout accepter. C'est entre le 21 et le 24 mai qu'un autre tour de négociations à Mexico doit discuter de cette commission de la vérité si controversée. *"Le changement interne à l'armée est palpable car elle n'insiste plus sur une position figée comme base de combat. Il est aujourd'hui évident qu'elle rejoint le courant mondial de dialogue"*, a déclaré la dirigeante populaire Nineth Montenegro au cours d'un forum sur la pacification. Elle a ajouté: *"Certains membres de l'armée s'emploient effectivement à convaincre la majorité de leurs camarades de la nécessité d'un changement, de la restauration de l'image de marque de l'armée et du véritable rôle qui incombe aux militaires par rapport à la société."*

Pour comprendre la portée d'un tel changement il faut rappeler qu'il existe plusieurs sensibilités au sein de l'armée. Au Guatemala on parle ouvertement de deux groupes: les institutionnels, placés sous la houlette du colonel Otto Pérez Molina, chef de l'état-major présidentiel; et ceux de la ligne dure, rangés sous la bannière de généraux passés aux cadres de réserve. Les institutionnels croient à la "guerre politique" et ont une perspective à long terme quant au rôle de l'armée dans la société. Les durs, eux, sont opposés aux démarches de paix; ils n'ont pas de vision stratégique ni ne tiennent compte des changements qui ont eu lieu sur le plan international.

Gagner du temps

Quand le président De León s'est installé au pouvoir, il a immédiatement fait alliance avec le courant des institutionnels. Il y a un an les rapports de force au sein de l'armée leur étaient défavorables. Ils avaient dû attendre avant de mettre en marche leur stratégie permettant de gagner la "guerre politique". Selon des sources diplomatiques, cela explique pourquoi le premier plan de paix du gouvernement, dit "plan Rosada", avait été plus dur que le plan présenté par l'ancien président Serrano¹. Les conditions d'une certaine souplesse n'étaient pas réunies. *"Le gouvernement et les milieux militaires "institutionnels", explique un diplomate, avaient besoin de gagner du temps pour pouvoir mieux avancer dans la recherche de la paix. Il fallait d'abord que ce courant se renforce au sein des forces armées."*

Les dernières promotions effectuées en février dans l'armée - quand le général José Quilo Ayuso, de la ligne dure, est passé aux cadres de réserve, et quand des nominations ont eu lieu à tous les échelons - ont renforcé le courant des institutionnels. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, au cours des deux derniers mois, le processus de paix ait commencé à porter ses fruits. *"Ce courant, explique le même diplomate, essaie de voir comment se situer pour tirer le maximum d'avantages du processus de paix. N'allez pas croire que ce sont des démocrates camouflés mais ils se sont parfaitement rendu compte qu'un coup d'État militaire est irrecevable sur le plan international. Ils s'emploient donc à préserver l'armée en ces temps de changement."*

Une stratégie bien élaborée

Les institutionnels ne sont guère heureux de la venue d'une mission de vérification de l'ONU, et ils le sont moins encore de l'éventualité d'une commission de la vérité. Mais depuis deux mois ils s'organisent pour garder la maîtrise de la situation.

¹ Cf. DIAL D 1835 (NdT).

Selon des observateurs, la stratégie de l'armée face à la mission de vérification consiste à convaincre l'ONU de les prendre comme vérificateurs, de préférence aux membres internationaux de l'ONU et aux organisations nationales. Cette stratégie a un double objectif: réduire l'importance de la mission de vérification, et faire pression pour limiter sa compétence aux droits de l'homme et non aux enquêtes sur les violations.

L'argument utilisé par des militaires tels que le général de réserve Héctor Gramajo en application de cette stratégie, c'est que, en El Salvador, la mission de vérification de l'ONU s'est principalement fixée sur les enquêtes et que, le jour où l'ONU se retire, le pays se découvre démunie de personnes formées pour poursuivre cette tâche de vérification. A l'avenir, *"il faut renforcer les organisations nationales de droits de l'homme dans le pays"*, commente le général Gramajo, qui souligne qu'une mission restreinte de vérification peut déjà compter sur tout le réseau existant d'organisations de droits de l'homme.

Le raisonnement sonne bien. Mais tout un chacun sait qu'un citoyen qui représente dans son pays une organisation de droits de l'homme n'aura ni le pouvoir ni le courage d'un représentant de l'ONU pour, par exemple, pénétrer dans des bases militaires sans avertissement préalable. Sans parler des conséquences qu'une telle hardiesse aurait pour un quelconque citoyen guatémaltèque. En début d'année, une juge du tribunal civil s'est hasardée à entrer dans une base de Chimaltenango, munie d'un mandat de recherche d'un disparu. Après avoir été insultée par les militaires et expulsée sans avoir pu mener à bien sa mission, elle a ensuite commencé à recevoir des menaces de mort. En avril elle a demandé son changement dans une autre juridiction *"pour faire baisser la guerre psychologique à mon encontre"*.

Conformément à l'accord global sur les droits de l'homme signé entre l'URNNG et le gouvernement en mars dernier², le mandat de la mission de vérification de l'ONU est limité aux seuls faits qui se passent durant son séjour dans le pays. L'accord laisse donc plusieurs semaines "libres" aux forces de la répression pour agir à volonté avant l'installation de la mission de vérification.

Sacrifier quelques éléments

En ce qui concerne la commission de la vérité de l'ONU, la stratégie des militaires institutionnels est plus complexe. On ne manipule pas la vérité aussi facilement qu'on manipule les Nations unies. *"Dans l'armée, il n'y a pas des blancs et des noirs, affirme une source internationale. Tous sont impliqués dans les massacres car c'était une politique systématique."*

Avant la création de la commission de la vérité, la stratégie consiste en une auto-épuration de l'armée par le sacrifice des quelques individus ayant commis des crimes et se trouvant en procès devant la justice, afin de sauvegarder l'armée comme telle. Les passages aux cadres de réserve de ces derniers mois obéissent à cette stratégie. *"Les changements sont en cours. L'armée ne couvrira pas les crimes de tout un chacun. Certains individus vont devoir payer les conséquences de leurs actes"*, déclarait dès février un analyste militaire.

L'attention a été attirée au mois d'avril par la publication soudaine d'un certain nombre d'articles rapportant que des militaires de rang subalterne étaient impliqués dans des délits de droit commun, des séquestrations, des viols, des vols, etc. Ces informations viennent mélangées à d'autres nouvelles comme si elles n'étaient pas du tout extraordinaires. Or c'est la première fois que ce genre d'informations apparaissait dans la presse. Elles semblent relever de la même stratégie. *"N'en soyez pas surpris, commente la même source internationale, car vous allez bientôt voir apparaître jusqu'à des généraux derrière cette trame."* Effectivement il y a aujourd'hui des généraux mis en accusation pour crimes: le général de réserve Gramajo, pour une affaire de corruption à l'époque où il était ministre, dans les années 80; et le général Godoy Gaitán, dans l'affaire Myrna Mack³. Ce général était le chef de l'état-major présidentiel quand

² Cf. DIAL D 1879 (NdT).

³ Cf. DIAL D 1862, page 2 (NdT).

un de ses subordonnés, Noel de Jesús Beteta, a été accusé d'avoir assassiné l'anthropologue en 1990; Beteta avait été condamné à trente ans de réclusion.

La stratégie consistant à sacrifier quelques éléments pour le bien de l'ensemble est risquée et pourrait échapper au contrôle des institutionnels. Le renforcement du pouvoir de ce groupe est trop récent, et les durs peuvent continuer de faire problème pendant encore longtemps. Des observateurs estiment que la campagne anti-étrangers déclenchée en mars met ce fait en évidence, à quoi s'ajoute la capacité qu'ont les milieux durs d'opérer sur l'ensemble du territoire national.

Une source proche de la présidence de la République n'écarte pas l'hypothèse que cette stratégie de "manipulation de la vérité" déclenche une véritable guerre dans les milieux militaires, *"une guerre du type Al Capone entre deux gangs"*.

Une timide réforme fiscale

Le Guatemala est, après Haïti, le pays qui a la plus faible charge fiscale de toute l'Amérique latine. Les impôts ne représentent que 7% du produit intérieur brut (PIB), selon Héctor Luna Trocoli, secrétaire général de la présidence. Telle est la raison pour laquelle l'État ne fonctionne pas dans un pays où la misère n'est dépassée que par celle d'Haïti, conformément aux catégories des Nations unies sur la qualité de la vie: mortalité infantile, pourcentage de population vaccinée, nombre de médecins par habitants, etc. Sur le continent, le Guatemala se distingue également pour ses inégalités dans la répartition des revenus, les plus grandes après le Brésil.

Personne ne se plaint - comme en d'autres pays - de la détérioration des services publics, pour la raison qu'ici ils n'existent pas, à l'exception d'un modeste système de sécurité sociale mis en place sous les gouvernements Arévalo et Arbenz. Sur 5 millions d'enfants et de jeunes, 3,5 millions ne bénéficient d'aucun enseignement. Il en est de même en matière de santé. La situation actuelle des hôpitaux est si grave qu'il arrive qu'on utilise des journaux pour envelopper les nouveaux-nés par manque de langes.

Toute tentative de remédier à cette situation par une réforme fiscale se heurte à une résistance de fer du puissant secteur privé. Comme le dit l'ancien président Vinicio Cerezo: *"Nous avons lancé la première réforme fiscale du pays et nous avons récolté deux tentatives de coup d'État. Un certain nombre d'entreprises privées doivent actuellement plus de trois milliards de quetzales, une somme qui réglerait la crise fiscale du gouvernement."*

Pour régler cette crise et sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), le président De León a envoyé en avril un projet de réforme au Congrès pour approbation. Aux termes de la lettre d'intention envoyée par De León au FMI en 1993, le gouvernement doit faire passer la pression fiscale à 10% du PIB. Le déficit actuel met en danger l'accord avec le FMI et les nouveaux prêts de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Le 20 avril, De León adressait un message télévisé à la nation pour exposer la gravité de la crise fiscale et la nécessité d'une réforme de la fiscalité. Selon le président de la République la fraude est de 40% en matière de TVA et de 50% en matière d'impôt sur le revenu. Le déficit fiscal s'élève à 900 millions de quetzales et la dette extérieure à 1,2 milliards. (...) La réplique a été immédiate. Le lendemain, les gros titres des journaux parlaient de rumeurs de coup d'État. (...) Les chefs d'entreprises justifient leur refus de payer leurs impôts par l'argument de la très grande corruption de l'État. (...) La décision finale se trouve entre les mains du Congrès qui, par une ironie du sort, est l'un des principaux foyers de la corruption dans le pays.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441